

LHL

N° 78 /CA du Répertoire

N° 97-27/CA du Greffe

Arrêt du 07 octobre 2004

Affaire : HOUSSOU MOÏSE

C/

Ministre des Finances
Et de l'Economie

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Porto-Novo du 05 avril 1997, enregistrée au greffe de la cour le 10 avril 1997 sous le n° 200/GCS, par laquelle Monsieur HOUSSOU Moïse, chercheur – professeur domicilié à Porto-Novo BP 1753, a introduit un recours de plein contentieux aux fins d'indemnisation contre le Ministère des Finances ;

Vu les lettres n°s 655/GCS et 656/GCS en date à Cotonou du 12 mai 1997 par lesquelles la cour a demandé au requérant l'accomplissement des formalités de timbre, de consignation et la production de deux copies du recours ;

Vu la lettre n° 1068/GCS du 27 août 1997, par laquelle la cour a demandé en outre au requérant la production de son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 12 février 1998 enregistrée à la cour suprême le 16 février sous le n° 053/CS/CA/ par laquelle Maîtres HOUNNOU et AGBANRIN avocats à la cour se sont constitués aux intérêts du requérant et annoncé le désistement de leur client de l'instance en cours ;

Vu la lettre n° 395/GCS du 23 mars 1998 restée sans suite par laquelle, la cour a adressé au requérant une mise en demeure pour la production du mémoire ampliatif dans un délai d'un mois ;



Vu la lettre en date à Porto-Novo du 03 août 1998 enregistrée au greffe de la cour le même jour sous le n° 738/GCS par laquelle le requérant a notifié à la cour son désistement d'instance ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1022 du 22 mai 1997 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller- rapporteur **ADOSSOU D. Victor** en son rapport ;

Où le Procureur Général **Nestor DAKO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par l'organe de ses conseils Maîtres Séverin A. HOUNNOU et Victoire AGBANRIN-ELISHA, le requérant a annoncé à la cour son désistement d'instance ;

Qu'en effet, par leur lettre de constitution en date du 12 février 1998 enregistrée à la cour le 16 février 1998, les avocats ci-dessus indiqués ont notifié à la haute juridiction la décision de leur client de se désister de l'instance en cours ;

Considérant que cette notification a été confirmée par la lettre en date à Porto-Novo du 03 août 1998 sus-visée que le requérant a adressée à la haute juridiction ;

Qu'en conséquence il y a lieu de donner acte à Monsieur Moïse HOUSSOU de son désistement d'instance ;



PAR CES MOTIFS ,**DECIDE :**

Article 1^{er} : il est donné acte à Monsieur HOUSSOU Moïse de son désistement d'instance.

Article 2 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, président de la chambre administrative

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY-LAWIN

ET

Victor D. ADOSSOU

}
{
}

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept octobre deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nestor DAKO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Laurent AZOMAHOU,**

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président

Le Rapporteur

Le Greffier,

G. ALAYE.-

V. D. ADOSSOU.-

L. AZOMAHOU.-



DE = 2000 F

Enregistré à Cotonou le 25/11/05
Fo 07 Case 5314
Reçu Deux mille francs -
L'Inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO

[Signature of G. Alaye]

[Signature of V. D. Adossou]

[Signature of L. Azomahou]



L'inspecteur de l'enseignement

